

*Pouvoir d'emprunt*

● (2100)

Quand on considère les revenus par habitant et les taux de chômage familial des diverses provinces du Canada, on n'a pas de mal à comprendre que les provinces atlantiques constituent une région qui a besoin de cette assistance. Le ministère de l'Expansion économique régionale a aidé les régions défavorisées du pays à assurer les services publics d'une qualité répondant aux normes nationales, lorsqu'elles n'avaient pas les moyens de le faire elles-mêmes. Le MEER a été d'une utilité toute particulière pour les petites entreprises, et en passant, je voudrais dire un mot à ce sujet.

Le plus grand sujet de plainte des petites entreprises, c'est la quantité de paperasse. Les sujétions dont sont assortis les programmes gouvernementaux entraînent des coûts plus élevés que le montant de l'aide reçue dans certains cas. Quatre-vingt-huit p. 100 de la main-d'œuvre canadienne, c'est-à-dire neuf millions de personnes, travaillent pour des entreprises qui ont moins de 100 employés et qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 millions, nous apprend une société de comptables nationale. Ces entreprises fournissent en chiffre d'affaires 20 p. 100 du produit national brut, c'est-à-dire 40 milliards annuellement. C'est dans les services et la vente au détail surtout qu'elles ont une position dominante.

Les petites entreprises offrent un terrain de choix pour prendre des risques et innover. Elles réagissent rapidement aux variations du monde des affaires parce qu'elles ne sont pas alourdis par une bureaucratie et, comme elles sont régionales, elles sont très réceptives aux besoins locaux et tendent à promouvoir un développement équilibré.

D'après Thorne-Riddell, société nationale de comptables agréés de premier ordre, une étude récente a prouvé que 80 p. 100 des entreprises nouvelles durent tout au plus trois ans. Dans 24 p. 100 des cas, cela est attribuable à des activités frauduleuses, à une croissance exagérée ou à des problèmes relatifs à des produits clés. Mais la véritable cause de 70 p. 100 des échecs d'entreprise, c'est une mauvaise administration. Il semble, en effet, que de nombreux petits industriels n'ont pas les compétences nécessaires pour planifier, prévoir, contrôler et pour mener leur entreprise.

Les petites entreprises sont la meilleure source d'emplois, et ce dont le petit industriel a le plus besoin, c'est d'avoir accès aux décisions fondamentales et à un appui général, ne serait-ce que sous la forme de conseils judicieux. Il n'a pas besoin de paperasserie supplémentaire. Nous devons y songer sérieusement et tenter de réduire nos dépenses, afin de créer des emplois et, partant d'augmenter le nombre des contribuables et d'appuyer un plus grand nombre de petites entreprises.

Le gouvernement est aux prises avec de graves difficultés économiques et il est très limité dans ses moyens d'action, à cause de la confusion des théories économiques qu'il applique depuis deux décennies. Il est impérieux de permettre aux députés de participer davantage à la lutte contre ce gaspillage et ces prodigalités ainsi qu'à l'élaboration d'une administration gouvernementale plus efficace.

Nous devons mettre le gouvernement en demeure de chercher à réaliser une croissance harmonieuse au Canada, croissance qui se traduirait par la création d'emplois et d'entreprises dans toutes les régions. Nous devons nous demander comment employer les sans-emploi et les assistés sociaux. Si

d'avantage de contribuables étaient imposables, nous pourrions mieux répartir la charge fiscale entre nos concitoyens.

Le gouvernement semble au contraire avoir opté pour la solution simpliste consistant à augmenter la masse monétaire, ce qui relance l'inflation. Pour juguler l'inflation, il emploie les panacées traditionnelles, c'est-à-dire qu'il applique une politique monétaire qui ne fait qu'attiser le chômage.

Lorsque les politiques anti-inflationnistes du gouvernement entraînent la fermeture de fabriques ou le licenciement d'employés, la production baisse et le fléchissement de l'offre est plus marqué que celui de la demande, c'est le scénario classique. Du fait qu'un nombre trop élevé d'acheteurs recherchent des biens trop rares, les prix augmentent, ce qui alimente la flambée inflationniste. Les politiques que le gouvernement adopte pour essayer d'enrayer l'inflation produisent des résultats inverses au but poursuivi: Les solutions à brève échéance sont devenues des cauchemars de longue durée.

Il est préférable de cesser d'avoir recours à des solutions du dix-neuvième siècle pour des problèmes du vingtième siècle et d'affronter la réalité. Il faut rajeunir nos installations de production et la clé du problème, c'est la recherche et le développement.

Un vent de changement souffle sur les États industriels avancés et cette évolution se manifeste au Canada également. Les entreprises qui réussissent le mieux au Canada sont celles qui fabriquent des produits et des systèmes de haute technologie. Ces entreprises offrent de bons emplois et elles ont besoin des services de soutien qui, directement ou indirectement, touchent presque toutes les branches de l'activité industrielle.

Le gouvernement doit apprendre, d'une façon ou d'une autre, que l'un des moyens de combattre l'inflation est d'accroître l'offre de biens, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés d'exportation. De cette façon, les prix baissent, plus de Canadiens travaillent et partagent à titre de contribuables la charge du gouvernement, ce qui a pour résultat de faire baisser les impôts et de réduire la demande de services sociaux.

Avec davantage de contribuables portant chacun une part plus légère du fardeau, l'économie canadienne progresse, nos dépenses diminuent et nos revenus se maintiennent, notre niveau de vie s'améliore, nous rendons le régime fiscal équitable pour les Canadiens à revenus faibles et moyens. Nous pouvons alors traiter équitablement nos personnes âgées qui vivent pauvrement de faibles revenus que les ravages de l'inflation ne cessent de gruger.

Nous pouvons laisser nos personnes âgées vivre dans leur maison tant qu'elles en sont capables et les traiter avec sympathie et compréhension quand elles ne le peuvent pas. Nous pouvons accomplir tellement dans notre pays si nous adoptons des programmes économiques éclairés. Tant que le gouvernement restera dans la voie dangereuse où il s'est engagé, nous n'arriverons jamais à équilibrer le budget, à maîtriser l'inflation, à créer des emplois et à aider les infortunés autant que nous le devrions.

Les mesures économiques appliquées par le gouvernement dans l'ensemble du pays ont des répercussions dramatiques dans les provinces de l'Atlantique dont les économies précaires sont les premières et les plus durement touchées; ce sont aussi les dernières à se remettre des mesures de compression, du manque de fonds et de la restriction du crédit. A cause du programme de restriction du gouvernement, très peu de projets